

## Plan de transition Solidaire capitaliste vert ou rupture anticapitaliste pour une indépendance de « prendre soin » de plein emploi écologique

Que la première revendication de la campagne Ultimatum 2020 soit un recul par rapport au Plan de transition de Québec solidaire annonce non pas la qualité alternative de ce Plan mais la profondeur du recul. Cette intensive campagne verticaliste de petits cercles partisans aux ordres de la direction permet de masquer un Plan de transition à orientation capitalisme vert reléguant la lutte pour l'indépendance à un accessoire utile mais non indispensable. La thématique cruciale de l'indépendance, lors de la fusion avec Option nationale, lui a été sous-traité sur la base d'un manuel mis à jour et diffusé largement mais dont le contenu n'a jamais été ni débattu ni voté par la militance du parti, pas plus que le Plan de transition. Sa vision économique de développement des ressources naturelles s'insérant compétitivement dans le marché mondial n'est pas du tout compatible avec la notion d'économie verte. Mais elle l'est tout à fait avec le Plan de transition qui ignore totalement la dimension éco-féministe de prendre soin des gens et galvaude celle éco-autochtone de prendre soin de la terre-mère.

La stratégie de gauche se doit de limiter la hausse de la température terrestre à 1.5°C sans jamais la dépasser afin de ne pas déclencher les rétroactions d'emballement une fois franchis certains points de bascule et sans énergie nucléaire ni technologie d'apprenti sorcier de captage et séquestration gargantuesques de gaz carbonique. En cela cette stratégie est plus exigeante que celle du [rapport du GIEC-ONU](#) qui pour des raisons de compromis politique a adapté la clarté scientifique à un plan d'action pétri de capitalisme vert bafouant le principe de précaution vis-à-vis les points de bascule, l'énergie nucléaire et le captage-séquestration de CO2. Cette stratégie nécessite de révolutionner la structure économique de la société (système d'énergie, de transport, trame urbaine, bâtiment, agriculture) et les rapports sociaux (redistribution des revenus, contrôle démocratique de la finance et des grandes entreprises stratégiques).

### Les trois revendications d'Ultimatum 2020 ignorent tout plan d'action, le Plan de transition compris

Avant même le rapport du GIEC-ONU, devenu le point de référence incontournable du mouvement mondial climatique, le Plan de transition Solidaire listait l'ensemble des actions à entreprendre pour arriver à l'objectif de réduction de près de 50% des émanations de GES pour 2030, ce qui correspond exactement à la cible du GIEC. Cette prémonition avec plan d'action à l'avenant aurait dû être une cause de satisfaction. Rien de tel. Malgré la plus que priorité que le parti accorde à la question climatique avec sa campagne Ultimatum 2020, le Plan de transition passe sous le radar. Si la première des trois revendications de cette campagne, décidées unilatéralement par la direction du parti, exige de mettre fin à l'exploration et à l'exploitation pétrolière et gazière, elle passe sous silence le fait que le Plan affirme que « *la construction ou l'agrandissement de toute infrastructure visant à augmenter la production ou le transport d'énergie fossile seront aussi interdits.* » Quand on sait que le débat de l'heure au Québec en ce qui concerne les énergies fossiles est le gazoduc de transit amenant le gaz de schiste de l'Alberta jusqu'au Saguenay pour le liquéfier, cet « oubli » laisse songeur. Officiellement le parti, malgré toutes ses critiques de ce projet, ne réclame qu'un « *test climat* » et non son rejet.

La deuxième revendication exige de la CAQ avant octobre 2020 de « *[p]roposer un plan qui permet au Québec d'atteindre les cibles de réduction des GES du GIEC.* » Exiger ce plan du parti gouvernemental ultra-libéral et attisant les braises du racisme est certes moins caricatural que l'opération grande séduction du porte-parole autoproclamé de la Déclaration d'urgence climatique (DUC) habilement récupérée par le chef caquiste. Mais cette exigence baigne dans les mêmes eaux. Cette attente vis-à-vis la CAQ, tout en créant l'illusion d'une CAQ réformiste auprès de l'électorat centriste, offre l'occasion et laisse le temps au parti gouvernemental de manœuvrer alors que sa négligence de la question écologique l'avait acculé dans les câbles. S'imaginer que cette tactique laisse la CAQ s'empêtrer dans ses contradictions face au troisième lien de Québec ou au gazoduc Abitibi-Saguenay ou à l'exploration pétrolière gaspésienne ou celle gazière de la vallée du St-Laurent est sous-estimer l'habileté des politiciens professionnels pro-patronat à manipuler en particulier la question nationale. Entre leurs mains, le troisième lien deviendra un facilitateur de l'auto hydro-québécoise, le gaz naturel une énergie de transition et l'éventuel pétrole québécois non bitumineux une richesse nationale nécessaire durant la transition.

Et que penser de la troisième et ultime revendication de « *[f]aire approuver son plan de transition économique par un expert indépendant du gouvernement.* » Qui est « expert » ? Dans une société capitaliste, l'expert est

rémunéré soit par une source gouvernementale directe ou indirecte soit par une source relevant de l'entreprise privée. L'autonomie de l'expert est toute relative même pour celui appartenant au monde universitaire dont les chaires et les recherches dépendent de plus en plus de l'entreprise privée. Dans un tel carcan, l'expert ne peut concevoir un plan de transition que délimité par le « marché » qui est tout sauf libre tellement il est dominé par une poignée de transnationales dont celle financière est le noyau stratégique. On peut être assuré que c'est cet expert ou cette boîte d'experts que la CAQ choisirait et non pas les rares atomes libres prêts à risquer leur réputation. Non seulement Québec solidaire se piège-t-il en remettant à la CAQ l'initiative politique mais il se peinture dans le coin en annonçant qu'il donne au « marché » la mainmise ultime sur l'éventuel plan. Faut-il s'étonner de cette démission quand on sait que le Plan de transition Solidaire résulte d'un rapport gardé secret, sauf pour une poignée d'initiés d'un comité ad hoc ayant travaillé à huit-clos, écrit par un think-tank d'experts lié à la nébuleuse du PQ.

## **Un Plan de transition financé par un régressif tarif carbone apte à soulever un mouvement gilets jaunes**

La Commission politique s'apprête à proposer au prochain congrès de révision du programme, en novembre de cette année, de biffer du programme le rejet de la taxe et du marché carbone afin de confirmer le financement du Plan de transition par l'euphémisme d'« écotaxe » dont la taxe et marché carbone sont les spécificités les plus générales. L'écotaxe est par définition une taxe indirecte qui est elle-même par définition régressive. Cependant, elle a l'avantage d'avoir un air progressiste utile pour l'acceptabilité sociale et même pour remplacer l'imposition progressiste des revenus et des profits comme c'est le cas en Colombie britannique et en Suède. Elle est une sorte de taxe de vente sophistiquée et parfois masquée comme le marché carbone. Il faut bien distinguer la taxe et ce à quoi elle sert. Si elle sert à financer la transition énergétique elle n'en reste pas moins une taxe régressive et injuste. La transition peut être financée de la même manière que la santé et l'éducation c'est-à-dire par une réforme fiscale imposant l'une ou l'autre des différentes formes du capital (profit, capital propre, actifs, chiffres d'affaires, revenus individuels élevés, patrimoine, succession, consommation luxueuse) d'autant plus que le capitalisme est la cause fondamentale de la crise climatique et de celle de la biodiversité.

L'autre possibilité que promeuvent les néolibéraux et sociaux-libéraux est que le produit de la tarification soit redistribué plus ou moins intégralement et progressivement. Dans ce cas elle ne finance aucune politique gouvernementale. Son effet est seulement de modifier les rapports de prix sur le marché au prorata de l'ampleur de la tarification. La question qui se pose alors est l'efficacité de cette modification de prix. Plus les gens sont riches plus ils ont le choix de l'alternative ou à défaut la possibilité de payer la taxe sans douleur. Exemple : choisir entre une auto électrique et une auto à essence ou même les deux; payer l'écotaxe sur les ponts et stationnements parce que de toute façon le système de transport collectif en banlieue et région est trop déficient pour être une alternative ou bien s'acheter un condo (cher) ou une maison (chère) dans le centre urbain. Les ménages moins fortunés partis vivre en banlieue parce que le centre urbain est trop dispendieux et qui n'ont pas les moyens de s'acheter une auto électrique qui reste plus chère même subventionnée et qui se substitue très mal à l'auto à essence sur les longues distances et qui ne peuvent pas s'acheter deux autos sont par contre pognés. Quant à la réduction des GES, elle est négligeable, ce qu'ont démontré les cas réellement existants de la [Colombie britannique et du Québec](#) comme de la [Suède](#) où les inflexions des émanations de GES sont dues non pas à la taxe carbone mais aux investissements et politiques normatives gouvernementales.

Politiquement, le recours aux régressives écotaxes induirait une gouvernance répressive à la Macron pour mater les réactions populaires genre gilets jaunes d'abord provoquées par une écotaxe spécifique sur le carburant. C'est cette taxe qui a fait déborder le vase de la pauvreté, des inégalités croissantes et de l'austérisation des services publics surtout en région ce qui éliminait la possibilité d'avoir recours à un service de transport en commun inexistant. Par ricochet, en serait compromise la mobilisation de masse nécessaire à la lutte climatique et pour la biodiversité. En particulier, il en résulterait un divorce entre la jeunesse déjà en mouvement et la grande masse de la population vivant en banlieue et en région. Pour répondre au défi de l'urgence climatique une mobilisation toutes et tous ensemble est indispensable afin de mettre en oeuvre un plan musclé bouleversant en profondeur la structure socio-économique encadrant le marché. Un tel plan ne peut qu'être imposé par le gouvernement. Reste à trancher si cette planification impérative au poste de commande serait de type bureaucratique sous la houlette exclusive d'experts imposant un capitalisme vert à la majorité populaire et à ses frais. Ou de type démocratique impliquant un obligatoire plan central de « prendre soin » construit sur la base d'un dialogue de haut en bas, approuvé par référendum et d'application décentralisé sous la surveillance de comités locaux et régionaux combinant citoyenneté et expertise.

## Un Plan Solidaire condescendant envers les transnationales et l'industrie de la « corruption »

Côté « prendre soin » des gens, le Plan de transition Solidaire, épine dorsale socio-économique de son projet de société, n'inclut pas la lutte contre l'austérité qui n'a pour le parti qu'un aspect de justice sociale mais non écologique. Pourtant, les emplois en santé, en éducation, en service social non seulement sont peu énergivores, sauf en énergie directement humaine, mais sont riches de construction de rapports sociaux à l'encontre du consumérisme. La lutte contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail fait reculer l'aliénation ce qui donne les moyens matériels et cognitifs pour adopter un mode de consommation le plus rationnel possible dans le cadre du système de production à l'encontre de l'obsolescence programmée, par exemple se loger convenablement et non dans un taudis mal isolé ou acheter une auto écologiquement performante et non une bagnole énergivore.

La dimension « prendre soin » de la terre-mère fait aussi problème. Le Plan met des gants blancs avec les entreprises privées qui possèdent et contrôlent les secteurs de l'industrie et du transport des marchandises pour lesquels les cibles sont modestes relativement à leur apport important en GES, et sert la vis aux ménages et aux gouvernements qui possèdent et contrôlent les moyens de transport des passagers dont on exige la contribution essentielle. La condescendance vis-à-vis l'entreprise privée se mue en générosité quand on réalise que les objectifs en matière de transport des passagers seront atteints soit par des subventions pour l'achat d'autos solos électriques soit par de grands projets coûteux et longs à réaliser tels le REM et la ligne de métro dite rose de Projet Montréal. La première politique, au profit des transnationales de l'auto et GAFAM produisant hors Québec, consacre la continuation de l'étalement/congestion urbains, que la loi ne pourra pas arrêter, aux dépens des terres agricoles et de l'agriculture urbaine, et au bénéfice des énergivores banlieues tentaculaires de maisons unifamiliales souvent surdimensionnées. La deuxième politique, au profit des corrompus SNC-Lavalin et Tony Accurso, abandonne la trame urbaine, là où réside et travaille Madame et Monsieur Tout-le-monde, à l'auto solo, à essence ou électrique.

Prendre soin de la terre-mère signifie à court-terme composer avec la trame urbaine existante pour atteindre rapidement des résultats probants en termes de réduction de GES, car le temps presse, tout en prenant des mesures immédiates pour anticiper une reconfiguration structurelle de l'aménagement du territoire. Les autoroutes et les boulevards existant en abondance, ils doivent être utilisés d'ici 2030 en voies réservées pour du transport en commun électrifié, fréquent et confortable construit au Québec sous contrôle public et gratuit d'ici là de sorte qu'il devienne un service public majeur, comme la santé et l'éducation. Loin d'être concentrés dans les centre-ville selon le modèle du moyeu comme c'est le cas dans le Plan de transition, ces investissements s'étaleront en banlieue et en région selon le modèle de la toile d'araignée contribuant à la décentralisation de l'emploi et donc aux navettes courtes favorisant le transport actif. Avec avertissement dès maintenant, l'auto solo serait interdite dès 2030 dans les zones urbaines, et la construction de maisons unifamiliales immédiatement, puis par étapes jusqu'en 2040 ailleurs. La collecte de passagers vers les grands axes serait assurée par des minibus électrifiés et puis autonomes en circuit balisé, [déjà testés dans la région de Montréal](#). Ce système serait complété par un service d'autopartage (et camionpartage) électrique communautaire.

L'électrification de camions légers est déjà en cours. Elle peut être complétée d'ici 2030 en n'en faisant une obligation pour les entreprises qui y ont un intérêt tellement la dépense en énergie est meilleure marché que pour les camions à essence, quitte à obliger les banques à financer l'opération à bon compte. Que dit le Plan de transition au sujet du transport de marchandises à courte ou moyenne distance ? Rien de spécifique, aucun objectif, aucun échéancier. Il en est de même pour le camionnage lourd où l'on donne la priorité à la collaboration avec l'industrie entre autre pour une autoroute électrique au détriment de la priorité à donner à la construction d'un réseau public ferroviaire électrifié et de cabotage qui pourrait être complété d'ici 2040. Le transport des marchandises est pourtant là où le bât blesse non seulement parce que ses émanations de GES sont aussi importantes que celles pour le transport des passagers mais aussi parce que ces émanations de GES sont en croissance rapide.

Rio-Tinto et ALCOA ont annoncé un procédé révolutionnaire de fabrication de l'aluminium dépourvu d'émanations de GES alors que celles-ci comptent pour un peu plus de 5% de toutes les émanations de GES du Québec. Comme l'affaire est de toute façon rentable, ces entreprises devraient être obligées d'implanter ce processus d'ici 2030, et non 2034 comme promis. Mais ce genre d'obligation ne fait pas partie de la façon de faire du Plan solidaire. Il est plus que temps de mettre fin au scandale du pillage des forêts pour fabriquer du papier, en particulier du papier-journal, d'autant plus que cette fabrication est énergivore même si elle est masquée par le recours à la fausse alternative de la biomasse promue par le Plan comme une filière à développer comme pour celle du lithium. Des alternatives électroniques sont maintenant disponibles. Last but not least, l'agriculture

biologique est à substituer à l'agro-industrie. Celle-ci, en plus d'émettre bien plus de GES que le bilan officiel par secteurs en déclare si on y inclut la part des autres secteurs pour tant la transformation, la mise en marché et le transport des aliments et des intrants, épuise le sol et pollue les cours d'eau.

### **Un rapport coût-bénéfice invraisemblable réconciliant à bon marché le capitalisme vert et le Plan Solidaire**

Pour diminuer les émanations de GES de près de 50% par rapport à 2010 d'ici 2030, ce qui est la cible du Plan de transition, le cadre financier qui lui est associé affirme qu'il suffirait de 1.7 milliard \$ par année pour les dépenses budgétaires plus la ré-allocation du Fonds des générations de 12.6 milliards \$ sur le mandat (quatre ans) pour les immobilisations. Annualisé et additionné, il s'agit d'un peu plus de 4% des dépenses budgétaires québécoises ou de près de 3% de celles-ci plus la part fédérale revenant au Québec corrigée des paiements de transferts entre gouvernements. C'est une bagatelle et encore plus si on ignore la ré-allocation du Fonds des générations déjà disponible, malgré la perte de revenu afférant, ce qui donnerait respectivement des ratios de 1.5% et de 1%. Si on suppose que la justice sociale réclame que la ré-allocation du Fonds des générations aille plutôt à la santé et à l'éducation... à qui elle a été subtilisée et que les immobilisations du Plan de transition se financent à un taux de 3% par un emprunt cumulable, sans hausse de la prime de risque, les pourcentages initiaux restent à peu près les mêmes en tenant compte du remboursement du principal.

Ces fonds s'obtiennent par soit une ré-allocation budgétaire (par exemple aucunes nouvelles autoroutes et ponts, baisse de la rémunération des médecins, baisse du prix d'achat de médicaments, suppression du soutien fiscal aux énergies fossiles, baisse des dépenses militaires) soit surtout par une modeste bonification de la réforme fiscale, dont la lutte contre les paradis fiscaux, au dépens du capital, réforme déjà prévue pour le réinvestissement dans les services publics existants. On doit cependant interroger la vraisemblance du ratio coût-bénéfice du Plan sans compter qu'il ne suppose aucune remise en question de la structure économico-sociale autre qu'une mise à niveau de transport en commun devenant moins américain du nord vers plus européen, et un régime fiscal plus scandinave. Il est certes difficile d'argumenter cette thèse faute de connaître les ratios du rapport d'experts gardé secret. (L'annexe ci-après tente malgré tout d'en faire l'approximative et quelque peu lourde démonstration.)

On peut penser que c'est cette invraisemblance qui explique la mise en sourdine du Plan Solidaire car pour la direction du parti son contenu capitaliste vert ne fait pas problème, au contraire. Le rapport coût-bénéfice du Plan paraît invraisemblable. S'il était vrai, la solution à la crise climatique, du moins comprise à l'aune de la proposition du GIEC-ONU, serait à ce point bon marché, du moins pour le Québec, qu'il n'y aurait pas lieu d'en faire un débat public mais un grand ralliement derrière la nouvelle orientation toute électricité de la CAQ (transport, bâtiment, industrie plus l'exportation d'hydroélectricité à New York et en Ontario) dont le Plan Solidaire n'est qu'un prolongement un peu plus poussé et pressé tout comme il l'était, dans le domaine du transport, de la Politique de mobilité durable des Libéraux québécois.

### **Un indépendantisme extractiviste ou un indépendantisme du « prendre soin »**

Le Plan de transition Solidaire marie son orientation capitalisme vert avec l'extractivisme indépendantiste d'Option nationale adopté par la direction du parti. Dans son manifeste révisé, Option nationale se réfère aux « *avantages concurrentiels* » du Québec. Pour lui, l'économie québécoise ce sont « *des ressources abondantes qui nous permettront de faire aisément la transition entre notre situation actuelle et un Québec indépendant. Notre secteur minier se classe parmi les dix plus importants producteurs mondiaux. [...] 60 % du potentiel minéral de notre sous-sol reste inexploré. La forêt constitue également un secteur qui peut contribuer à notre développement. Nous possédons aussi d'importantes réserves d'eau potable. Dans le contexte du réchauffement climatique, cette ressource devrait être de plus en plus déterminante. De plus, l'hydroélectricité nous place dans une position enviable dans ce même contexte, en plus de nous permettre d'attirer des industries énergivores ou d'exporter en cas de hausse des prix.* »

À l'encontre de l'extractivisme, l'anticapitaliste orientation éco-féministe-autochtone du « prendre soin » des gens et de la terre-mère pour le plein emploi écologiste impose l'obligation de l'indépendance afin de prendre en charge démocratiquement l'épargne nationale. En même temps, cette orientation rejette l'axe pétrole-finance Calgary-Toronto, le *Quebec bashing* et la non-reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise, insulte que les fédéralistes n'osent même faire aux nations autochtones à qui on reconnaît des droits inhérents dussent-ils être factices. Par contre, l'orientation capitalisme vert du Plan Solidaire comme de [celui de Martine Ouellet](#) se finance sans problème par l'intermédiaire du capital financier moyennant la garantie d'une dose d'austérité. Mettre fin au

dogme de la croissance du PIB que nécessite l'accumulation du capital pour lui substituer une économie de la décroissance drastique des produits sonnants et trébuchants et de la croissance tout aussi drastique des services publics riches de rapport personnels ne peut se dispenser de vaincre la domination du capital.

### **Une liquidation de la démocratie interne pour faciliter une réorientation capitaliste verte et nationaliste**

Le Plan de transition est le pilier socio-économique du projet de société Solidaire. L'Assemblée constituante indépendantiste, le pilier politico-institutionnel. Ni un ni l'autre n'ont fait l'objet d'un débat au sein du parti et encore moins d'un vote. Ce n'est, pour sauver la face, ni une « *rencontre en ligne* » pour présenter le Plan de transition ni une Université indépendantiste du collectif Option nationale qui compenseront. Pour la direction du parti, une démocratie interne véritable risquerait de faire voler en éclats l'orientation capitaliste verte du Plan de transition comme l'extractivisme compétitif de l'indépendantisme à la Option nationale. C'est là tout un contraste par rapport au débat sur les signes religieux. L'importance politique de ce débat est indéniable puisqu'il s'agit de déterminer si l'indépendantisme Solidaire est nationaliste ou internationaliste, s'il ouvre la porte au compromis avec la réaction droitiste qui déferle sur le monde ou s'il l'ouvre à la solidarité des nationalités et des peuples dans un combat toutes et tous ensemble pour un monde anticapitaliste du « prendre soin ». Cet internationalisme interpellera particulièrement le peuple canadien au point d'empêcher le revanchisme fédéraliste. Cependant, si ce choix permet de prendre la fourche de gauche sur le chemin de la libération nationale et de l'émancipation sociale, il ne trace ni le contour de l'alternative ni le chemin qui y mène.

Encore faut-il distinguer la position de la direction du parti de celle de sa militance. C'est un secret de Polichinelle que la majorité de la députation et la direction auraient été heureux de maintenir le compromis Bouchard-Taylor qui interdit le port de signes religieux à certains fonctionnaires, porte ouverte à l'islamophobie. Cette pointe de nationalisme se conjugue au refus de la direction de s'excuser pour les propos blessants d'une membre de sa députation vis-à-vis la communauté chinoise appuyée par le crédible militant haïtien et ancien candidat Solidaire Will Prosper très représentatif de la gauche des nationalités visibles du Québec. Et voici que la porte-parole du parti part en tournée estivale de certaines communautés autochtones sans même condamner les propos racistes du maire d'Oka vis-à-vis la communauté Kanien'kehá:ka (Mohawks) de Kanasetake alors que « [trois membres du conseil \[municipal\] ont pris la parole \[lors de la réunion publique sur le sujet\] pour se dissocier de lui](#) ». Une d'entre elles « *a dénoncé ses propos racistes et incendiaires, avant de quitter sa place aux côtés du maire.* » La réplique du parti, uniquement par l'officieux Facebook de sa porte-parole, a été un mièvre « *La situation à Oka est très préoccupante. La paix, la réconciliation et le respect des droits ancestraux sont absolument essentiels.* »

Marc Bonhomme, 30 juillet 2019

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

### **ANNEXE : L'INVRAISEMBLANCE DU PLAN DE TRANSITION SOLIDAIRE, UN COUP FOURRÉ DE LA NÉBULEUSE PÉQUISTE ?**

Le Plan de transition fournit une ventilation pour les réductions de GES mais ses catégories ne sont pas mutuellement indépendantes. Le tiers de la ventilation ne se conforme pas aux secteurs de l'inventaire québécois de GES. Un 15% des réductions est attribuable à la disparition des énergies fossiles pour le chauffage des bâtiments tant industriels que commerciaux et résidentiels au profit de l'électricité et de la biomasse. Un quasi 20% est attribué à la tarification carbone sans qu'on puisse le distribuer par secteurs. On n'en note pas moins que le transport des marchandises compte pour un peu moins de 20% des émanations totales de GES mais le Plan Solidaire n'en attend que moins 10% des réductions. On constate la même disproportion du côté de l'industrie qui compte pour environ le tiers des émanations de GES du Québec mais dont le Plan de transition n'attend aussi que moins de 10% des gains. Ces disproportions seraient cependant atténuées par l'apport de la tarification carbone et par le recours à la biomasse dans l'industrie.

Le bâtiment toutes catégories compte pour 10% des émanations totales de GES mais le Plan en attend une contribution d'au moins 15% auquel il faut ajouter une portion du 15% dû à la suppression du charbon et du mazout en faveur de l'électricité. Par contre pour le transport des personnes qui compte autant que celui des marchandises en émanations de GES (en interprétant l'inventaire des GES par type de véhicules routiers à la lumière de leur distribution par usage par la SAAQ), le Plan Solidaire en attend une contribution d'au moins le tiers

auquel il faut ajouter une partie de l'apport de quasi 20% de la tarification carbone. De ce salmigondis, on comprend qu'on exige une réduction nettement au-dessus de leur contribution aux émanations de GES de la part des secteurs du transport des personnes et de la climatisation du bâtiment et en-dessous de la part du transport marchandise et de l'industrie. Grosso modo, tenant compte que la grande entreprise a déjà recours à l'efficacité énergétique parce qu'elle en a les moyens cognitifs et financiers et surtout que c'est souvent rentable étant donné au Québec l'important différentiel entre le prix des hydrocarbures et celui de l'hydroélectricité, le Plan de transition ménage la grande entreprise et pressurise population, gouvernement et petite entreprise.

Le réalisme de toute l'affaire laisse songeur. La tarification carbone qui compte pour presque 20% des réductions de GES escomptées du Plan de transition est de facto inefficace comme on peut le démontrer tant [théoriquement](#) que pratiquement tant en Colombie britannique et au Québec qu'en Suède sans compter la faillite du marché du carbone européen. Un élément clé du plan de transport en commun Solidaire est le train aérien REM dont la contribution à la réduction des GES est nul selon un [test climat](#) par l'organisme Coalition Climat Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Comme le plan Solidaire laisse tomber la généralisation du transport en commun en surface dans toutes les zones urbaines au bénéfice du REM et des métros dispendieux, longs à réaliser et concentrés sur l'Île de Montréal, le potentiel de réduction en GES en est d'autant plus limité.

Le Plan propose de substituer la biomasse aux combustibles fossiles pour la chauffe des bâtiments industriels et institutionnels. Or le bilan théoriquement zéro émanation de GES par la biomasse est douteux car les émanations de GES sont immédiates mais la nouvelle pousse est longue et hasardeuse surtout en pays nordique, sans compter l'accaparement nécessaire des terres. Finalement, comme le Plan propose de subventionner les autos électriques, on doit supposer qu'une bonne portion de la baisse de GES en résulte. C'est là négliger le côté sombre de l'auto hydroélectrique non seulement eu égard à son bilan d'épuisement-pollution des ressources naturelles pire que celui de l'auto à essence mais aussi en génération de GES pour sa production plus énergivore que celles à essence et surtout pour la perpétuation de l'énergivore étalement-congestion urbains.

Cet irréalisme du Plan de transition en termes de coût financier par rapport à la baisse des émanations de GES entre en écho avec le même irréalisme du plan plus simpliste de Martine Ouellet lors de sa candidature à la direction du PQ en 2016. On ne connaît pas la source du ratio coût-bénéfice de ce plan mais on sait le fort sentiment indépendantiste à la Jacques Parizeau de l'ex-candidate. Est-ce un hasard que le think-tank responsable du rapport secret sur lequel est basé le Plan Solidaire a été fondé par Jacques Parizeau ? Le « *Québec indépendant pour un développement économique intelligent* » de Martine Ouellet baignait dans la même eau capitaliste vert que le Plan Solidaire avec un zeste indépendantiste plus affirmé mais pas plus indispensable que pour la réalisation du plan. Faut-il alors se surprendre que la conception indépendantiste d'Option nationale, devenu celle du parti lors de la fusion, prône une économie extractiviste hostile à la lutte climatique ?